

**Auteur :** Fonds Monétaire International (FMI)

**Commission:** Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen-Orient

**Problématique:** Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne ?

Regroupant 189 pays, le Fonds Monétaire International ou FMI (en anglais, International Monetary Fund ou IMF) est une des institutions financières les plus importantes au niveau mondial. Elle a été fondée en 1944 suite à la Conférence de Bretton Woods dans le but de promouvoir la coopération monétaire internationale, garantir la stabilité financière, faciliter les échanges internationaux, faire reculer la pauvreté, contribuer à un niveau élevé d'emploi et à la stabilité économique.

Entre conflits israélo-arabes et guerres civiles, le Moyen Orient est un foyer majeur de conflits dont les conséquences désastreuses sont difficilement mesurables. Outre la perte tragique de vies humaines et les destructions matérielles, la guerre et les luttes intestines dans des pays comme l'Irak, la Libye, la Syrie et le Yémen ont encore augmenté le niveau, déjà élevé, de la pauvreté et du chômage; elles les ont aussi rendus encore plus fragiles, effaçant pour une génération entière les progrès économiques et sociaux antérieurs. En Syrie par exemple, le taux d'alphabétisation était de 90% avant la guerre civile, alors que moins de la moitié des enfants syriens sont actuellement scolarisés.

Les tensions en question ont aussi accéléré l'inflation, dégradé la situation budgétaire et financière, entraîné de graves récessions et affaibli les institutions. Les traces laissées sont profondes et nous estimons que, même avec un taux de croissance annuel relativement élevé (4,5 %), il faudrait plus de 10 ans à la Syrie pour retrouver seulement son PIB de 2010.

Les conflits débordent les frontières nationales. Ils ont de sérieuses répercussions sur les pays voisins tels que la Jordanie, le Liban, la Tunisie et la Turquie ainsi qu'au-delà. Ces pays sont confrontés à des degrés divers à la difficulté d'accueillir l'afflux de réfugiés, mais aussi à l'affaiblissement de la confiance, de la sécurité et de la cohésion sociale. Tout cela pèse sur la qualité des institutions et leur aptitude à entreprendre des réformes économiques indispensables.

Le "double choc" récent de la Covid-19 et la baisse du prix du pétrole n'a fait qu'empirer remarquablement la situation au Moyen-Orient, les hydrocarbures constituant la principale source de revenu de la quasi-totalité des États de la région. Selon nos spécialistes, le prix moyen du baril de pétrole sera de 46,70 dollars en 2021, loin de la moyenne de 57 à 64 dollars en 2019. Il s'agit d'un recul considérable qui aggraverait les défis économiques et humanitaires existants et augmenterait encore davantage les niveaux de pauvreté.

La paix étant une condition sine qua non de la prospérité économique durable, le Fonds Monétaire International estime donc que les conflits au Moyen-Orient doivent être résolus en priorité. Nous estimons également que l'investissement dans de nouveaux secteurs comme les nouvelles technologies et le soutien aux petites et moyennes entreprises pourraient être le moteur de la prochaine vague de diversification, essentielle pour relancer l'activité économique de la région.